



La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles.

**Avec le mouvement des « gilets jaunes » notre pays connaît sa révolte sociale la plus forte depuis des années**, un mouvement basé sur une exigence de justice fiscale, une rémunération décente du travail et des réformes démocratiques en profondeur.

**Les annonces faites par Emmanuel Macron** ou son gouvernement sont une insulte à la mémoire de nos concitoyens décédés sur les barrages routiers, comme à ceux mutilés par les forces de l'ordre, aux milliers d'interpellés ou emprisonnés après des procès expéditifs. Alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales et de manifester sont votées ; que les prix des produits de consommation courante augmentent ; que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse... Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales. Pendant ce débat, le gouvernement passe en force des contre-réformes destructrices dans la fonction publique et l'Éducation Nationale

**Pour les jeunes, les difficultés ne cessent de croître** : sélection, réforme du lycée et de la voie professionnelle, hausse des frais d'inscription des étudiant-es étranger-ères hors UE, progression de la précarité étudiante et gel des prestations sociales, ne font qu'attaquer le droit d'étudier. En parallèle, le grand patronat continue de traiter **les salarié-s du privé**, seuls producteurs de la richesse, **comme un coût**. Dans les entreprises comme dans les **services publics**, les vagues de licenciements et les méthodes de management inhumaines s'accumulent. Partout, les fermetures de services publics remettent en cause l'égalité entre les citoyens en délaissant particulièrement les populations les plus fragiles.

**Dans ce contexte, et après le succès du 5 février, un second souffle à la mobilisation est nécessaire.** Aux blocages routiers et aux manifestations du samedi doivent s'ajouter des mouvements de grève afin de durcir le rapport de force. C'est dans ce but que nos organisations appellent à l'élargissement et l'amplification de la mobilisation sociale. Partout sur le territoire, nos organisations engagent un travail en ce sens via des initiatives diverses dans les entreprises, dans les services publics et en prise directe avec les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et la jeunesse.

**Il s'agit de gagner l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux**; de sauver et améliorer notre système de retraite par répartition, de garantir la protection sociale pour tous et toutes, d'obtenir l'égalité homme-femme, de garantir l'accès à des allocations chômage décentes, de garantir la continuité du service public sur l'ensemble du territoire en cessant les vagues de suppressions de postes dans la fonction publique, et donc d'obtenir l'abrogation ou le retrait de toutes les contre-réformes des dernières années, en cours ou annoncées.

**Nos organisations - CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL - appellent à une puissante journée d'action, de mobilisations et de grève le 19 mars !**  
**Manifestation Mardi 19.03 à 10h gare de Grenoble**